

## Editorial

# Réconcilier l'homme et la nature

Dans un film nommé *The Corporation*, une analyse du système économique mondialisé est vue comme une analyse psychiatrique d'une personne morale. On apprend donc (mais on s'en doutait!) qu'une personne est psychopathe si elle présente un désintérêt complet pour la souffrance d'autrui, se moque des dégâts collatéraux qu'elle provoque, se permet d'émettre sans troubles des mensonges avérés et de les répéter, se révèle incapable de se sentir coupable, ne respecte pas les lois, exerce les pressions nécessaires pour introdui-

re de nouvelles règles à son avantage, n'hésite pas à escroquer pour accroître ses profits. Et on pourrait encore en ajouter!

Dans tout cela, où est la place de l'homme? A-t-il encore un rôle à jouer dans une économie mondialisée? A-t-il compris que le néolibéralisme est l'opposé du libéralisme? A-t-il saisi que le capitalisme financier n'a plus rien à voir avec le capitalisme industriel du siècle dernier (on finira par regretter les patrons paternalistes!)?

## On s'connait?

Si vous tenez ce journal *L'Essor* entre vos mains pour la première fois, ne le jetez pas tout de suite! Ce n'est pas un de ces «gratuits» de gare, qui diffuse un peu d'actualité et beaucoup de messages insipides. Accordez-vous le temps de le lire et découvrez que *L'Essor* défend courageusement des valeurs humaines et respectueuses de la vie. Saviez-vous qu'il existe depuis plus de cent ans et qu'il est co-écrit par ses lecteurs? Après votre lecture, si vous souhaitez faire un bout de chemin avec nous, vous pouvez vous abonner à l'essai sans frais pour quelques numéros (voir adresse au dos). C'est clair, nous aimerions continuer de construire un monde meilleur avec vous.

Si, au contraire, vous faites partie de nos abonné(e)s fidèles, vous avez lu l'appel qui accompagnait le premier numéro de l'année. Vous êtes nombreux, en ce moment, à régler les abonnements en retard ou à offrir des abonnements-cadeaux à des membres de la génération qui vous suit. Merci! Continuons sur cette lancée! Pour que *L'Essor* fasse entendre une autre voix pendant longtemps encore, envoyez-nous les noms et adresses des personnes à qui vous souhaitez faire connaître *L'Essor*. Une amie? Un voisin? Vos neveux et nièces? Un seul nom, cinq, dix? Allez-y, n'attendez pas: soyez nos vibrants ambassadeurs. C'est maintenant ou jamais.

Rémy Cosandey, Edith Samba, Mario Belisle

Dans une lettre de lecteur, Colette Hein Vinard lance un appel à la révolution des silencieux. Elle offre des pistes que nous pouvons tous emprunter, des actions concrètes que nous pouvons réaliser. Et surtout, elle nous montre que nous sommes forts si nous sommes unis. Nous avons le nombre; nous devons profiter de cette supériorité pour gagner face à ceux qui sont moins nombreux mais qui disposent de l'argent.

L'économie, mondialisée ou non, doit rester au service de l'homme. Elle ne doit pas être une lutte pour le profit, une source de déshumanisation, une cause de stress et de mal-être. Mais surtout, elle doit réconcilier l'homme et la nature, prendre en compte les richesses limitées de la terre, se contenter d'utiliser les intérêts et non le capital.

S'il ne change pas fondamentalement sa vision des choses et son attitude, l'homme finira dans le mur. Et, contrairement à un accident de circulation, les dégâts seront irréparables. Avons-nous le droit de faire cela à nos enfants et petits-enfants? Les dirigeants de nos entreprises, qui vont à l'église le dimanche et sont fiers de leur progéniture, arrivent-ils à penser parfois qu'ils font professionnellement tout faux?

Tous, dirigeants et travailleurs, nous devons oeuvrer ensemble pour que notre planète cesse d'être dépouillée de ses trésors et que ses habitants retrouvent le sens des vraies valeurs. Les remises en cause seront difficiles mais salutaires.

Edith Samba et Remy Cosandey

# Appel à la révolution des silencieux

Nous paraissions bien petits face à la puissance gigantesque des multinationales, face aux pouvoirs politiques, économiques et financiers qui dirigent ce monde, face à tous ceux qui font et défont les choses pour leurs propres profits. Et pourtant... Nous, petits consommateurs, qui sommes si insignifiants, avons un pouvoir extraordinaire:

- celui d'acheter ou non tel ou tel produit;
- celui de nourrir de notre argent ou non telle ou telle entreprise;
- celui de cautionner ou non tel ou tel entrepreneur.

Nous avons la possibilité de choisir à qui nous donnons notre argent... et de là à qui nous donnons du pouvoir économique et financier... qui nous pérennisent. Ensemble, chacun dans son coin, sans tambour ni trompette, sans fourche ni canon, faisons la révolution des silencieux.

1) Si nous voulons une terre saine et dépolluée, donnons notre argent-pouvoir à ceux qui respectent la planète et voient les choses à long ter-

me, dans une dynamique de développement durable, à ceux dont on sait ce qu'ils font, et comment ils le font.

2) Si nous ne voulons plus de drogues, de mafias et d'argent sale, donnons notre argent-pouvoir aux gens, aux entreprises, aux banques et aux institutions financières qui fonctionnent avec des choix éthiques, dans la transparence et le respect reconnus.

3) Si nous ne voulons plus des guerres, cessons d'engrosser de notre argent les gens et les entreprises qui, directement ou indirectement, travaillent pour l'industrie des armes.

4) Etc., etc... Chaque centime compte, chaque franc (euro) qui sort du système des pouvoirs sans lendemains pour nourrir les entreprises, les paysans ou les artisans qui respectent les Hommes et la Nature, est important.

Ensemble, comme les gouttes qui, se réunissant, finissent par faire les rivières et les fleuves, puis les océans, faisons la révolution des silencieux!

Devenons des consommateurs conscients et attentifs, informés et informants, et surtout prêts à perdre du pouvoir d'achat pour cette cause noble et juste! Le pouvoir d'achat est le piège par lequel nous devenons dépendants des systèmes de pouvoirs pour qui le seul profit à court terme compte... sans autre considération! Servons-nous de l'expérience de ceux qui payent en milliers de morts les conséquences des cascades d'actions, à tous les niveaux, où les seules visions sont les profits uniquement personnels! N'attendons pas que cela nous arrive! N'attendons pas d'être des millions à mourir des diverses pollutions et aveuglements ou laxisme pour devenir conscients.

Agissons! Passons-nous le mot afin d'être ainsi engagés et unis comme un seul homme! Car si cette révolution appartient à tous, elle est avant tout affaire de responsabilité et d'engagement individuels. N'attendons personne pour agir! Mobilisons-nous individuellement pour tout!

Colette Hein Vinard

## Homo oeconomicus

### De l'excès à l'indécence

Les milieux patronaux et les partis de droite le disent et le répètent: les énormes rémunérations versées aux managers des grandes entreprises sont la juste récompense des performances qu'ils réalisent. On sait qu'il s'agit d'un mensonge car aucun travail ne justifie un salaire 600 à 700 fois celui d'un ouvrier. On en veut pour preuve le cas de Marcel Ospel qui vient de faire perdre 40 milliards à l'UBS. Il ne rendra pas une partie des 20 millions qu'il touche chaque

année. Pire: malgré son incompétence et sa morgue, on parle de lui offrir un parachute doré de plusieurs dizaines de millions de francs. L'indécence a remplacé l'excès!

Les Suisses commencent enfin à se rendre compte qu'il y a exagération dans la rémunération des dirigeants. Mais qu'on ne s'y trompe pas: dans le secteur bancaire, il n'y a aucune mesure entre le salaire du privé et celui du parapublic. Par exemple, l'an-

née dernière, le conseil d'administration de la Banque cantonale neuchâtoise avait décidé d'augmenter le traitement de ses membres, dont celui de son président (charge à 50%) à environ 120'000 francs. Levée de bouclier, cris d'indignation! Il a fallu revenir en arrière alors que la hausse était parfaitement justifiée et que le salaire envisagé était à peu près 100 fois (oui, cent fois) inférieur à celui de M. Ospel.

L'exemple de M. Ospel, celui de M. Vasella et quelques autres doivent nous interpeller sur le lien qu'il y a entre travail et rémunération. Ne pas aborder clairement le problème, c'est admettre des pratiques scandaleuses, source de conflit social et d'insatisfaction. Et comme les Suisses sont à la fois un peuple de moutons et les champions de l'amalgame, ce sont finalement les autorités qui sont critiquées et non le néolibéralisme.

Rémy Cosandey

### De l'indécence à l'ignominie

Si on peut parler d'indécence à propos des rémunérations des managers, quel mot faut-il utiliser pour qualifier l'attitude de l'UDC qui veut exclure Eveline Widmer-Schlumpf du parti et du Conseil fédéral? Nous en avons trouvé un qui convient bien à la situation: ignominie. Quoi qu'il en soit, le parti de Christoph Blocher a prouvé qu'il était antidémocratique et qu'il devenait totalitaire. Nous devons nous engager pour que la Suisse ne connaisse pas sa période de macarthisme. Grâce à l'UDC, on peut une fois de plus essayer de répondre à une difficile question existentielle: faut-il tolérer l'intolérable?

## Pour les enfants de demain

Si on se livre à une réflexion sérieuse, à la fois objective et prospective, on ne peut arriver qu'à la seule conclusion que la croissance indéfinie finira en plein dans le mur. La consommation dépassera les possibilités de la terre; les matières premières se raréfieront, puis s'épuiseront.

Alors comment réagir? En se conduisant comme des autruches en se voilant la réalité et en vivant comme des égoïstes? Ou au contraire en assumant nos responsabilités et en nous souvenant que nous ne sommes que des voyageurs séjournant provisoirement sur la Terre? Penser à cette seconde solution, c'est penser à nos enfants qui, eux aussi, méritent de disposer d'un air pur, de paysages propres et d'un confort normal.

Dans ce numéro de *L'Essor*, des personnes préoccupées par le sujet expriment leurs craintes et esquissent des solutions. Lisez-les attentivement: des solutions sont fournies. Il s'agit de les appliquer. C'est notre travail et notre devoir à tous. Il y a urgence.

Rémy Cosandey

Petite précision: les titres et les citations sont de la rédaction.

## Décroissance et pouvoir

Il faut peut-être d'abord préciser le sens des mots. Que signifient au juste développement, croissance, décroissance? Pourquoi a-t-on voulu qualifier ces termes en leur accolant des adjectifs comme durable ou soutenable?

Développement est probablement le mot qui porte le plus à confusion. S'il s'agit d'un être vivant, le développement décrit en fait un cycle fermé qui va de la naissance à la maturité, à la mort et au renouveau. Dans sa conception économique par contre, développement signifie croissance permanente d'activités diverses et se mesure le plus souvent en termes d'argent, par exemple par le produit national brut par habitant (PNB/hab). Dans le premier cas la santé exprime un état d'équilibre, dans le second un taux d'augmentation. Si vous êtes en bonne santé, la température de votre corps est stable; si votre entreprise est en bonne santé, son chiffre d'affaire augmente. Le «développement durable» n'est qu'un simple pléonisme dans le monde vivant, puisque le développement de multiples êtres vivants est la condition même de la vie sur notre planète. S'il s'agit d'entreprises humaines, le développement durable est synonyme de croissance économique permanente ce qui est une absurdité dans un monde fini. Ce développement est en passe de détruire la biosphère et la société. La décroissance exprime donc la nécessité de réduire les impacts négatifs des activités humaines et de revenir à une relation saine des hommes entre eux et des hommes avec la nature.

Le développement au sens économique est donc contre nature et suppose, pour l'imposer, un pouvoir, si possible fort et centralisé. Réciproquement, le pouvoir a besoin du développement – de tout et n'importe quoi – pour justifier son existence. Pas de développement sans pouvoir, pas de pouvoir sans développement. Il en résulte que le développement est décrit, et malheureusement perçu, comme la condition première de la prospérité et du bonheur des peuples. Cela est bien illustré par le fait que les pays non encore industrialisés ni asservis à l'économie sont considérés comme «sous-développés». Connotation manifestement négative, comme si leur mode de vie, leurs savoirs, leurs visions du monde étaient inférieurs à ceux des pays dits développés.

Cette notion de sous-développement est apparue au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale dans le cadre d'une campagne politique destinée à soumettre le monde à l'hégémonie américaine. C'est en effet le 20 janvier 1949 que Harry Truman, entamant son deuxième mandat de président des Etats-Unis, déclara: «*Nous devons concrétiser un nouveau et audacieux programme destiné à faire bénéficier les pays sous-développés de nos progrès scientifiques et industriels de manière à améliorer leur condition et accélérer leur croissance*» (voir: Gustavo Esteva, "Development", dans «The Development Dictionary», Zed Books, 1992). Comme le souligne Esteva, le 20 janvier 1949, 2 milliards d'êtres humains se sont tout à coup trouvés «sous-dévelop-

pés», ont cessé d'être ce qu'ils étaient avec toute leur diversité, pour n'être plus que des pauvres diables attachés qu'il convenait de hisser à bord du bateau du développement pour leur permettre d'adopter la manière de vivre des Américains (The American way of life). Le concept de «sous-développement» a été adopté presque instantanément par le monde entier, en tout cas par les dirigeants des Etats. Le pouvoir tenait là un argument extraordinaire pour se présenter comme celui qui allait guider le monde dans son développement. Dans sa marche forcée vers un eldorado parfaitement fictif dont personne ne sait à quoi il va ressembler. Qui développe quoi, où, comment et pour qui? Quel est le but du développement et comment saura-t-on s'il a été atteint? Questions qui restent sans réponse. En attendant, le développement, tel qu'il est, détruit le monde et aura probablement été la pire calamité que l'humanité ait eu à subir.

La décroissance affirme qu'il faut arrêter cette course vers la mort et redonner à la vie et à la joie de vivre le rôle central dans le «développement» (mais oui) de la société. Cela implique, à mon avis, la disparition des pouvoirs institutionnalisés. Et comme l'a suggéré l'anarchiste américain Karl Hess, renverser le pouvoir ne suppose pas nécessairement une action violente. Il disparaîtrait très rapidement si les citoyens se mettaient tout à coup à l'ignorer ou à se moquer de lui. Qu'est-ce qu'on attend?

Pierre Lehmann

## Il faudrait 12 planètes en 2050!

Lorsque je m'occupais de prévention des toxicomanies auprès des adolescents, je leur proposais un petit exercice de réflexion sur le « toujours plus » qui fonde notre société de consommation, en les invitant à se représenter des parcours typiques: *« j'ai d'abord eu un tricycle, puis une trottinette, puis un vélo, puis un scooter; et demain j'aurai... une moto, puis une petite voiture, puis un 4X4... »*, etc. *« J'ai d'abord partagé ma chambre avec mon frère, puis j'ai eu ma chambre à moi; bientôt j'aurai ... un studio, puis un petit appartement, puis une villa... »*. Les trajectoires de vie sont-elles toujours ascendantes? Est-ce toujours certain que « plus », c'est mieux? Cette courbe pourrait-elle au contraire s'inverser? De cette manière, nous en arrivions à parler de cette logique de la croissance, qui est une logique de toxicomanes.

Cette logique-là peut en effet déboucher sur la consommation compulsive, l'addiction ou l'aliénation du consommateur. Elle implique presque toujours le gaspillage et l'obsolescence des biens de consommation; elle épuise les ressources naturelles et elle engendre des pollutions qui détruisent l'environnement. Un désastre total! On peut le dire en chiffres: selon certains indicateurs, la biodiversité a diminué dans le monde de 40% depuis 1970, et la consommation mondiale de ressources naturelles dépasse de 20% la capacité régénératrice de la biosphère. Entre 1961 et 2001, l'empreinte écologique ou la charge sur l'environnement de notre économie a augmenté de 160% alors que la population ne faisait que doubler. A ce rythme, il nous faudrait pouvoir disposer de 12 planètes vers 2050! L'exemple le plus parlant de ce marché fou, en roue libre, est probablement celui de l'électronique de loisir, et particulièrement celui des téléphones portables. Durée de vie: six mois en moyenne; prix de vente totalement faussé par les opérateurs, qui les bradent pour un franc; élimination particulière-

ment problématique, coûteuse et dangereuse pour la santé des personnes qui s'en occupent, dans les pays d'Asie où l'on expédie encore ces déchets.

Autant dire que dans les milieux écologistes, la croissance économique a mauvaise presse! Mais s'il est de bon ton de la rejeter, en la rendant responsable de la destruction de notre environnement, il n'est pas bien vu d'aller jusqu'à prôner la décroissance. Assez de citoyens nous accusent déjà de vouloir les contraindre à s'éclairer à la chandelle et à se déplacer en diligence pour que nous nous abstenions d'en rajouter sur ce registre-là! De manière générale, d'ailleurs, il est périlleux de vouloir motiver les foules en leur vendant du renoncement et du « moins » plutôt que du « plus », de la richesse, du confort et toutes sortes de facilités.

Les Verts sont aussi confrontés à un conflit de valeurs en voulant promouvoir à la fois la préservation de la planète et la justice sociale. Nous qui avons tout, dans nos pays développés, pouvons-nous rester insensibles à l'aspiration des populations du sud à jouir des mêmes avantages? D'une manière ou d'une autre, nous sommes aussi les héritiers d'une histoire, celle des luttes ouvrières, des congés payés et de l'amélioration du niveau de vie des classes populaires. Faut-il vraiment dénoncer ceux qui veulent un peu de soleil en hiver en s'offrant un voyage aux Maldives parce que c'est mauvais pour le climat, alors que ça fait si longtemps que les riches se réservent ces plages de rêve? Force est toutefois de constater que l'argument massif des milieux économiques pour justifier l'impératif de la croissance à tout prix, selon lequel avant de distribuer la richesse il faut d'abord la produire, et que plus le gâteau est gros mieux on peut le partager, s'avère non fondé. L'écart entre les riches et les pauvres ne fait que s'accroître.

C'est la raison pour laquelle les écologistes cherchent une alternative, une autre conception de la richesse, une autre définition du développement durable. Certains s'en sortent en parlant de croissance qualitative. Ceux-là s'inspirent des conclusions du club de Rome en 1970, qui a proposé de remplacer l'indice traditionnel du produit intérieur brut (PIB) par l'indice de développement humain (IDH), repris ensuite par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ce changement de paradigme pose la question essentielle de savoir ce qui, quand on parle de croissance, peut croître. La réponse est double: ce sont d'une part les investissements (plutôt que les dividendes des actionnaires), et d'autre part le bien-être, mesuré en termes d'éducation, de santé, de culture.

Investir dans des technologies nouvelles, plus économes et plus respectueuses de l'environnement, plutôt que de chercher le profit à court terme, c'est rendre possible un progrès conforme aux principes du développement durable. L'ordinateur à 100 \$, par exemple, alimenté par des batteries solaires et branché sur internet, peut contribuer à la formation des populations non scolarisées (ou scolarisées, d'ailleurs) dans les pays en développement. Mais ces perfectionnements techniques ne seront jamais LA solution. Mettre du bio-ethanol dans son 4X4 et rouler avec bonne conscience n'est pas la bonne idée du développement durable! Investir dans l'innovation technique peut grandement contribuer à améliorer l'efficacité énergétique et l'usage modéré des ressources naturelles. Mais pour combler le déséquilibre de notre empreinte écologique il faudra bel et bien renoncer à vivre comme si nous avions 12 planètes à disposition. Faut-il appeler cela de la décroissance? En tout cas, c'est apprendre à faire mieux avec moins!

Anne-Catherine Menétrey-Savary

# Volonté des humains ou détresse d'une nature épuisée?

Diminution des émissions de gaz à effet de serre, primauté des énergies renouvelables, réduction des inégalités, fin des conflits armés... ces évidences apparaissent de plus en plus comme des vœux pieux. Plus nous prenons conscience de leur urgence et plus les pouvoirs politiques et économiques s'en éloignent. Les effets d'annonce sur la voiture «propre», le commerce «équitable», les produits «bio» ou le développement «durable»... ne trompent plus. Les gaspillages, pollutions, catastrophes et souffrances dans le monde n'ont jamais été aussi inquiétants. Pourtant, les prévisions autorisées relatives au saccage des ressources rares, à l'accroissement des pollutions environnementales et atmosphériques, à la multiplication des risques chimiques, nucléaires et militaires... nous signalent que ce que nous vivons aujourd'hui n'est qu'un avant-goût de ce que l'humanité devra avaler d'ici quelques années.

Pourquoi cette impuissance à maîtriser la croissance alors que l'humanité n'a jamais eu autant de moyens scientifiques et techniques de contrôler sa production et autant d'espoir et même de volonté de se sauver? Malgré les signaux de plus en plus appuyés et stridents d'une prochaine faillite écologique, économique et sociale, les maîtres du monde n'auront jamais fait autant d'efforts pour les ignorer. Plus encore, ils multiplient de gigantesques chantiers à travers la planète comme jamais ils n'auraient osé le faire, tout en privant des milliards d'êtres humains de leurs ressources vitales et de leurs droits élémentaires. Ils vont jusqu'à réprimer la jeunesse, première victime du productivisme, lorsqu'elle tente, par ses manifestations courageuses et initiatives hardies de sortir de ce qui n'est plus que destructivisme.

Les bonnes résolutions des discours électoraux, conférences internationales, sommets mondiaux, ont fondu comme neige dans la serre planétaire, disparu comme autant d'espèces menacées ou sont oubliées comme les tirades lassantes du mauvais spectacle

que nous servent quotidiennement les médias. Il devient évident qu'une décroissance des souffrances, des conflits, des gaspillages et des destructions ne sera possible qu'en gripant l'un ou l'autre des engrenages de la machine productiviste. Pour ce faire, il faudra choisir si ces freins seront serrés par la volonté des humains ou par la détresse d'une nature épuisée. Dans un cas cela s'appellera survie, dans l'autre, agonie.

*«Car l'économie ne fonctionne pas pour satisfaire les besoins de l'homme – les besoins sont aussi infinis que les rêves. Elle produit des biens pour satisfaire la demande».*

R.-L. Heilbroner,  
Les Grands économistes

Parmi les trois rouages, le premier est le travail humain, soit l'énergie physique et mentale qui assure l'emballage productiviste. Contraint à ne dégager que camelotes nuisibles et superflues, ce travail qui épuise, aliène et tue doit cesser et sa force mise au service exclusif de trouvailles libératrices et de plaisirs retrouvés. Cet arrêt de travail général et durable serait alors l'heureux aboutissement des innombrables grèves qui ont ponctué l'histoire du capitalisme, sans jamais lui couper l'appétit de profits.

A défaut d'une grève générale des producteurs, celle des consommateurs, second acteur d'un coup de frein salutaire, forts de leur «pouvoir d'achat», pourrait tout aussi bien faire décroître l'emballage suicidaire de la machine industrielle. En boycottant les produits qu'impose le marché par un sordide conditionnement publicitaire, les enfants esclaves retourneraient jouer, les camionneurs iraient à la pêche, les vendeuses pourraient prendre l'air et la nature environnante nous gaver de ses biens.

Comment alors tout ce monde qui se priverait intentionnellement de salaires, factures et tickets de caisse

pourrait-il survivre? C'est la première question que pose une perspective de décroissance. Elle ne pourra être résolue qu'en nous libérant des contraintes abrutissantes qu'impose un mode de production, de consommation, de communication et de distraction forcés qui ne laisse que le temps de regretter de ne plus en avoir. Libérée de la dictature du Marché et son État mondialisé, l'intelligence collective saura, sans aucun doute, trouver les bonnes réponses, se prendre en charge et décider de son avenir jusque-là confisqué.

Un troisième rouage dont le blocage permettrait de dépasser ce matérialisme obsolète est le système de pouvoir de décision des détenteurs privés des ressources énergétiques, matérielles, économiques et humaines. Il suffirait que les choix productifs soient recentrés sur la satisfaction des besoins des êtres humains et de leur environnement pour que la décroissance cesse d'être un vain mot. Cependant, à moins que le pouvoir économique ne change de main, son repentir reste impensable actuellement puisque ce repentir s'opposerait à la course aux profits déguisée en «croissance», «développement» ou en «sécurité». D'ailleurs, bien qu'indispensable à la survie de la planète, l'effacement de sa coterie dominante équivaldrait à un suicide qu'elle n'est pas prête de consentir tant l'odeur des poubelles de l'histoire la rebute.

Faute de pouvoir juguler la production, la consommation et l'accumulation privée qui en découle, la décroissance résultera du proche épuisement de la nature sous toutes ses formes: ressources, espèces, climat. Au cours de l'histoire humaine, cette issue a anéanti plusieurs civilisations, mais jamais l'humanité tout entière. Ce risque est devenu d'une brûlante actualité: la nature, qui fait bien les choses, comme on dit, pourrait alors se charger de mettre un terme définitif aux débordements intempestifs de son espèce la plus dérangeante...

François Iselin

# La décroissance sera l'œuvre d'esprits convertis à d'autres manières de travailler et d'entreprendre

Il nous faudra apprendre à «décroître», j'en suis persuadé. Mais j'ignore par quelles voies cela passera. Les forces auxquelles l'Occident a laissé libre cours dans le monde me semblent maintenant avoir pris une telle dimension que compter sur une transition politique raisonnée me paraît rêve et illusion. Le plus probable, me semble-t-il, c'est un certain chaos généralisé, traversant les nations. Et ce qui se passe dans un chaos, comment il évoluera, est par définition imprévisible. Reste donc l'espoir de pouvoir subir et vivre ce chaos le plus lucidement possible afin de ne pas y perdre son humanité, ni de pousser d'autres à perdre la leur. Il y a bien des points sur lesquels chacun peut dès maintenant travailler et chercher à progresser en ce sens, chacun à sa mesure et selon son contexte immédiat. J'en mentionnerai trois.

## La concurrence

La dynamique de la croissance économique tient d'abord à la rivalité obligatoire: dans un monde de concurrence généralisée, les acteurs économiques se trouvent tous contraints de se battre pour des parts sur un même marché. Cette dynamique de la rivalité sans fin, où il faut en somme «tuer pour ne pas être tué», force les entreprises à dégager les gains de productivité sur lesquels elles peuvent encore tabler pour espérer rester dans le jeu. Cette rivalité obligatoire – que le socialisme pouvait encore contenir mais que le libéralisme mondialisé a maintenant déchaînée – a emporté toute résistance réelle dans les esprits, tant chez les politiques que dans l'opinion publique des pays développés. Mais la croissance ainsi obtenue se fait au prix de sacrifices humains, physiques et psychiques, de plus en plus durs, voire mortels. La course perpétuelle à la compression des coûts se paye en vies humaines stressées, usées, ou détruites, et le nombre des gagnants a cessé de croître. Cependant, la rivalité est contagieuse, elle fascine et séduit encore les jeunes énergies, désireuses de se lancer dans la bataille avec les plus forts...

Or, il ne pourra pas y avoir de décroissance tant que les esprits se laisseront influencer et dominer par cette idéologie de la rivalité à outrance, proclamée «source et condition de tout progrès». Tout ce qui sera baptisé «développement durable» participera de la même lutte acharnée pour

des parts de marché et ne fera que transférer aux énergies renouvelables et aux produits plus écologiques la même violence économique sans fin. C'est donc là, au niveau de l'adhésion personnelle de chacun à cette idéologie qui fait de la vie professionnelle une guerre perpétuelle contre les autres – et de l'éducation et de la scolarité, la préparation des enfants à cette guerre – qu'il y a moyen d'agir dès maintenant. Il s'agit de se critiquer soi-même dans son adhésion à cela. Le seul moyen de progresser dans cette critique, c'est d'en parler avec d'autres autour de soi, puis de chercher les occasions de la dire en public, dans l'espoir que cela pourra aider d'autres à oser se libérer à leur tour. La décroissance sera l'œuvre, un jour, d'esprits convertis à d'autres manières de travailler et d'entreprendre.

*«L'homme moderne passe de moins en moins de sa vie à la production dans le travail, mais de plus en plus à la production et innovation continue de ses propres besoins et de son bien-être».*

J. Baudrillard,  
*La Société de consommation*

## La démesure

La croissance va de pair avec la démesure techno-scientifique, l'hubris, le sans limites. Ce que nous appelons *l'économie* s'est affranchi de ses relations millénaires avec les cultures qui la contenaient et lui donnaient sens. C'est devenu un domaine en soi, un do-

maine où tout ce que sciences et techniques peuvent découvrir et inventer est capté, utilisé, promu. L'Occident a cherché ainsi à repousser ou à transgresser tout sentiment de finitude, toute limite imposée par la nature. D'abord inépuisable, la nature est devenue remplaçable...

*«L'industrie spécule aussi bien sur le raffinement des besoins que leur grossièreté. Ces besoins artificiellement produits ne donnent vraiment du plaisir que dans et par l'abrutissement».*

Marx, *Manuscrit de 1844*

Démésure et désir de toute-puissance sont liés, et une fois affranchis de tout interdit, ils se répandent et se nourrissent de la rivalité économique: de quoi faut-il s'approprier avant tout, sinon de ce qui fait la force et la puissance des autres, des entreprises et des nations concurrentes. Contre cela, le socialisme n'avait aucune réponse, aucune immunité, car il s'est lui-même laissé prendre au piège de ce désir de toute-puissance, imitant les prouesses de la techno-science capitaliste, tant civile que militaire, dans l'espoir de le «dépasser». Ainsi en est-on arrivé, à l'Est comme à l'Ouest, aux mêmes rêves technologiques, aux mêmes ravages écologiques, aux mêmes ambitions prométhéennes.

Mais si l'idée de «décroissance» est fondée justement sur la reconnaissance que les ressources de la planète sont finies et que les éco-

systèmes ne se reproduisent qu'à un rythme donné, comment l'envisager un instant sérieusement tout en acceptant, même implicitement, que sciences et techniques ne doivent pas être bridées? Continuer à croire que l'avenir dépend avant tout de ce progrès incontrôlé des sciences et de leurs applications lancées sur le marché, c'est persévérer dans le culte de la démesure, de la toute-puissance. Là aussi, il y a donc moyen de se préparer mentalement à agir autrement. Car seuls des esprits libérés de cette croyance seront capables de convaincre, un jour, qu'il faut imposer aux sciences et aux techniques des interdictions. En politique, nous avons su mettre hors la loi le désir de toute-puissance (despotisme et dictature) et cela a été un fragile mais réel progrès de civilisation.

### Le culte de la machine

Le développement, c'est aussi la transposition dans la vie économique de la rationalité propre aux sciences. L'activité spécifiquement

humaine qu'était le travail, par laquelle les hommes et les femmes à travers les âges veillaient à maintenir leur subsistance, à entretenir ce qui leur était nécessaire et à l'améliorer pour vivre plus dignement, cette activité était aussi un ensemble de relations vécues. Mais embrigadé dans les systèmes de production industrielle auxquels a conduit le désir de toute-puissance, puis soumis au primat de la rationalité, qui analyse, calcule et ne considère que des objets, le travail humain tend partout à être réduit à des rapports fonctionnels, techniques. L'objectif est partout la réduction à des processus ou à des procédés mécanisables, puis programmables et automatisables, sans gestes ni paroles. La rationalité technique ne supporte pas des relations vivantes entre sujets, toujours imprévisibles, changeantes, particulières. Du robot de la chaîne de montage au guichet électronique et à la caméra de vidéosurveillance, le cadavre technologique est plus sûr.

Il n'y aura pas de «décroissan-

ce soutenable» tant qu'on ne voudra pas sérieusement inverser cette logique et donner le primat au vivant, aux relations interpersonnelles inscrites dans un territoire à dimensions humaines, et configurer peu à peu les technologies, les outils de production, à cette échelle. C'est également une condition pour sortir de la démesure. Mais n'est-ce pas aussi ce qui peut le mieux donner sens à une perspective de «décroissance»? Redécouvrir que la vie sous toutes ses formes ne se déploie vraiment que dans ce qui est à son échelle, là où des gestes peuvent devenir parlants. Les choses les plus grandes dont nous sommes capables en tant qu'humains ne sont-elles pas ces liens que nous pouvons tisser personnellement pour franchir les barrières qui nous séparent tant les uns des autres, et non pas la guerre économique et ses inventions, qui font de nous des automates interconnectés et des consommateurs irresponsables?

Ingmar Granstedt

## La société occidentale a construit sur le sable

En classant des papiers, je retrouve la proposition de Pierre Lehmann de donner mon commentaire sur la «décroissance». Voici ce qui ressort de mon questionnaire intérieur.

Il serait probablement plus véridique de parler de nécessaire «décroissance» plutôt que du nécessaire «développement durable». Pourtant ces termes sont ambigus.

En ce qui concerne la question en profondeur, j'ai toujours ressenti un appel à la «croissance» cela comme inscrit dans l'inconscient et dans la conscience; car sans doute cet appel vient avec la vie. Ne pas croître n'est pas naturel, et serait comme une stagnation dangereuse. Cet appel actuel nommé «décroissance» semble donc aller à contresens de cette profondeur de l'être.

Mais il y a ce sens présent dans l'Évangile, quand Jean le Baptiste s'écrie: «Il faut qu'il croisse et que je diminue». Il s'agit de la décroissance de l'ego individuel et de la croissance de l'Esprit Universel. Cet Esprit même, qui fait croître tout ce qui vient à la naissance et au devenir sur cette terre. Il y a donc simultanément une croissance et une décroissance: Faire croître en moi tout ce que je peux partager avec les autres et faire diminuer tout ce qui est de trop ne sert qu'à glorifier mon ego.

*«Mieux vaut avoir moins de besoins que davantage, pour les satisfaire».*

Saint Augustin

Seulement voilà, cette transposition dans la société et dans son

devenir est une révolution totale qui n'a jamais été réalisée. Jamais les Églises ne nous y ont initiés pas plus que la scolarité. Toutes deux ont poussé la roue de la croissance technique et matérielle comme étant le bon, le véritable et légitime appel de l'homme.

La pierre, le roc qu'il faut trouver pour réaliser la croissance véritable, celle qui demeure, résiste aux tempêtes, qui la cherche? De toute évidence la société occidentale a construit sur le sable et va au devant de l'effondrement annoncé par la Parabole.

Nous butons sur une ignorance, celle des Lois de la vie: pierre de l'angle et fondement de tout ce qui est organique.

Janine Favre

## Sommes-nous prêts pour la décroissance?

Quelle décroissance promouvoir dans un monde aussi inégalitaire? Ce n'est guère là, a priori, l'expression d'un ras-le-bol, mais le questionnement qui préoccupe à des degrés différents les grandes aires de notre planète bleue. Si la décroissance suppose aujourd'hui un développement durable, il faudra aussi mesurer les différents niveaux de développement des continents. Il est certain que la croissance actuelle représente une grave menace pour l'avenir de notre monde commun.

En Occident, et plus particulièrement en Europe, le thème de la (dé)croissance soulève un véritable paradoxe. Deux désirs majeurs prédominent alors qu'ils apparaissent inconciliables. Pour assurer sa statistique ou sa prédominance dans le monde, l'Occident a besoin de continuer à progresser économiquement. Aussi, au regard des dangers escomptés et de toutes les externalités que suppose un tel progrès ininterrompu, il devient impératif de se fixer d'autres objectifs. L'Occident se trouve à la croisée des chemins, devant deux voies dont le parallélisme au départ n'a rien d'inquiétant parce qu'il se résume à un gentil débat d'idées. Mais plus on avance, plus les deux voies se distancient considérablement et irréversiblement. Ce qui n'était qu'un débat d'idées risquerait alors, dans les années à venir, d'apparaître comme une muette attitude face à un désastre digne des longs métrages apocalyptiques hollywoodiens. C'est pour cette raison que l'idée d'alternative, même si elle paraît dominante en théorie, laisse croire qu'il s'agit plus d'un slogan que de mesures concrètes. Le droit de polluer que d'aucuns s'accordent ou accordent aux autres n'est-il pas, au-delà de tous les calculs à la fois mesurés et égoïstes ou d'une prétention manifeste, une hypothèque de l'idée d'alternative objective?

*«Cherchez d'abord son Royaume et sa justice, et tout cela vous sera donné par surcroît».*

Matthieu, 6

L'Orient, c'est-à-dire la Chine et l'Inde notamment, ne semble pas se poser de questions parce que l'heure de l'alternative n'a apparemment pas sonné pour lui. Le dogme du nouveau capitalisme s'y est imposé et s'y développe suivant un rythme effréné. L'obsession de l'élévation du taux de croissance obère les chances d'une culture de remise en question conséquente. Dès lors, penser qu'un discours sur la décroissance ou le développement durable advienne au devant de la scène paraît momentanément utopique.

En Afrique subsaharienne, la situation est bien différente. Aminata Traoré l'explique en ces termes: *«La croissance est l'un de ces mots d'ordre et mots clés dont nous nous gargarisons en croyant qu'ils ont la même signification et les mêmes retombées pour les investisseurs et pour nous. Il n'en est rien. Les entreprises étrangères s'enrichissent et permettent à leurs interlocuteurs et alliés locaux d'en faire autant au détriment de l'immen-*

*se majorité des Africains et de l'environnement.»* (L'Afrique humiliée, Fayard, 2008, p. 205.) L'Afrique participe malgré elle à la croissance économique de ce monde, forcée, pourrait-on penser, de garantir les matières premières sans que sa propre population en bénéficie. Ce continent est doublement victime de cet économicisme mondial impitoyable. A certains égards, elle doit assister impuissante à la saignée de ses propres richesses, aux pollutions ostensibles et subtiles liées à la violence économique dont les retombées profitent aux pays riches.

La question est de savoir si le bien-fondé de la décroissance chez les uns doit impérativement justifier celui des autres. La situation économique des pays du Sud non émergents doit faire réfléchir. Ou bien, par solidarité avec le reste de la planète et au risque de rendre encore plus insupportables les méfaits de la croissance, on étouffe cyniquement le développement industriel en Afrique ; ou bien, pour acquérir le bien-être qui attire de plus en plus des populations du Sud vers le Nord, les pays actuellement pauvres instaurent le dogme du progrès à leurs risques et périls. Il est vrai qu'il n'y a pas que ces deux possibilités. On pourrait en imaginer d'autres. Des réflexions sont menées dans le cadre de nombreuses organisations locales. Il ne faut donc pas minimiser les efforts qui sont consentis à travers d'innombrables projets utopiques. Toutefois, l'on peut relever certains paradoxes qui rendent caduques les espoirs des peuples.

La logique du monde ne permet guère malheureusement une concertation franche. Du moins il sera difficile de la faire aboutir parce que l'être humain est un être de désir, insatiable, conquérant et avide de domination. Aucune nation n'aimerait être la risée des autres, aucune ne souhaite en toute vérité renoncer de façon autonome à ses propres privilèges. Au-delà des concertations de façade qui résonnent comme des lapus plutôt que comme de réelles volontés d'aboutir, il faut éveiller un sens aigu de la responsabilité. On peut comprendre les pays qui ont besoin d'industries lourdes, là où les préoccupations écologiques modernes paraissent être plus un frein à la vie qu'une stratégie de survie. Mais on ne peut pas comprendre que la pollution et la dégradation de l'environnement soient ignorées alors qu'elles détruisent la même vie.

*«Le cœur content est un festin perpétuel».*

Livre des Proverbes

On peut également comprendre ceux qui étouffent dans cet univers froid de la machine et qui rêvent d'un monde différent. Mais on ne peut pas comprendre qu'ils désirent à la fois le bien-être que procure la croissance, la posture de donneur de leçon qui est liée à ce bien-être et souhaiter la décroissance qui voudrait restaurer la justice et le respect de tous. La liste des pa-

*suite en page 9*



radoxes ne fait que suivre elle aussi, le chemin de la croissance. La consommation «bio» semble offrir des gages de décroissance ou de relation saine au monde et à la nature. En réduisant la superfluité, en recadrant le lieu de nos opérations dans le respect et la promotion de ce qui est nature, on semble avoir compris comment orienter notre agir. Mais cette idée qui fait école et recette devra affronter une impasse. Car la consommation «bio», par exemple, apparaît comme une réelle contradiction. S'il faut à long terme affamer la population pour que la consommation du biocarburant devienne une norme, on verrait difficilement et à long terme, le bien-fondé d'un tel projet.

La solution absolue n'existant pas, il faut que la

conscience s'éveille pour secréter des formes d'organisations de développement durable qui tiennent compte de toutes nos aberrations.

Philosophiquement, le problème n'est pas la croissance en soi mais son «pourquoi». Qu'est-ce qui légitime la croissance? C'est à ce niveau que l'individu et toutes les sociétés du monde doivent réfléchir et proposer des solutions ou de vraies alternatives. On peut être optimiste lorsque le Vatican vient d'admettre qu'il existe des «péchés modernes» inhérents aux injustices sociales et économiques.

Zachée Betché

## Ecologie, graines d'anarchie

Le problème environnemental, pour ne pas dire la catastrophe, commence enfin à être reconnu – avec réticence – par certaines instances officielles. Mais la crise écologique majeure n'est plus pour demain, elle est déjà là.

Les organismes qui l'ont longtemps niée ou minimisée, représentants des Etats et du capitalisme, proposent maintenant des réponses à leur manière, technocratiques et centralisées. Ils en profitent pour développer de juteux marchés ou renforcer les contrôles. Ce problème a été dénoncé depuis plus de trente ans par des écologistes et des libertaires qu'on traitait d'illuminés. Ainsi, dans les années 1970, des revues comme *La Gueule Ouverte* ou *Survivre et vivre* dénonçaient déjà les dangers de la société industrielle et les dégâts qu'elle cause à l'environnement et à la communauté humaine; ainsi, Murray Bookchin introduisait le concept clef d'écologie sociale.

La rhétorique de la «croissance durable» n'est qu'un écran de fumée: la croissance continue supposée par le capitalisme ne sera jamais durable! Mais un discours sur la décroissance qui suggérerait que tout le monde doit resserrer sa ceinture de quelques crans, les exploités comme les exploités, serait inacceptable: prendre au sérieux la crise de l'environnement exige donc de remettre en question non seulement la croissance, mais aussi le capitalisme. Que faire dans l'immédiat et dans le concret? Un récent numéro de la revue *Réfractations* analyse des ex-

périences et explore des pistes qui convergent vers la notion d'autonomie. Des réponses non technocratiques aux problèmes environnementaux existent, ce sont aussi celles qui favorisent la décentralisation et l'autonomie (alimentaire, énergétique et organisationnelle) des individus et des groupes; bref, celles qui sont porteuses d'une émancipation vis-à-vis du capital et de l'Etat.

*«Tout homme qui a peu de besoins semble menacer les riches d'être toujours prêts à leur échapper».*

Chamfort

Ainsi, depuis quelques années, une mosaïque d'expériences agricoles collectives a vu le jour, à côté d'autres déjà bien rôdées. Plus qu'un simple «retour à la terre», c'est un moyen de nous réapproprier nos vies par la racine, en utilisant l'autonomie comme un outil pour s'émanciper du système capitaliste (Jardins de Cocagne, Longo Maï par exemple).

Mais, de leur côté, les puissants, que les contradictions n'étouffent pas, ne restent pas inactifs. Sans vergogne, un «capitalisme vert» est en train d'émerger, profitant d'un débet de panique environnementale pour convertir méthodiquement toutes les revendications écologistes en marchandise. Quant aux Etats, ils s'accommodent fort bien des demandes d'intervention dans ces questions. L'étau des réglemen-

tations se resserre, présageant d'une société de plus en plus contrôlée. Une alliance entre «Etat vert» et «capitalisme vert» pourrait demain déboucher sur une technocratie autoritaire et inégalitaire. Aujourd'hui déjà, la grande machine du «progrès» technico-industriel n'en finit pas d'inventer de nouvelles techniques pour tenter de colmater les bavures des précédentes. Dernière trouvaille, les nanotechnologies, dont on ignore presque tout des risques pour la société et pour l'environnement, mais qui font indubitablement partie du projet technologique d'un monde-machine.

Les exigences de la sauvegarde de l'environnement et celles du changement social renvoient les unes aux autres: c'est en abolissant l'exploitation et la compétition au sein de la société humaine et en favorisant l'autonomie des individus et des groupes qu'on développe les solutions les plus favorables à l'environnement. On trouve ici une confirmation des apports de l'anarchisme classique, ceux d'Elisée Reclus dans sa géographie universelle humaine, ou ceux de Pierre Kropotkine dans sa vision coopérative du monde vivant, ainsi que des thèses d'un des représentants les plus originaux de l'anarchisme du XXe siècle, Murray Bookchin.

Marianne Enckell  
et la rédaction de *Réfractations*

## Déconstruire, disent-ils, l'économie

La croissance qu'on ne cesse d'invoquer, de promettre, d'annoncer et qui ne vient jamais au «rendez-vous» (sic) est un postulat majeur, donc un impensé, des discours économiques que l'on entend tous les jours et auxquels ne correspond, semble-t-il, aucune théorie solide, réellement explicative ou capable, comme on le demande à la science, de nous faire prévoir les phénomènes et d'inspirer une action cohérente.

Rien n'est démontré, ni vérifié par l'expérience, mais les gouvernements, les experts et les travailleurs, tout le monde fait comme si la croissance seule allait «créer» des emplois, vaincre ainsi le chômage et sortir le pays de la crise. Les Français le croient, les Allemands aussi, à les écouter, et tous les autres peuples. On croit, c'est-à-dire on répète et on ne met pas en doute. On croit sa croyance partagée. On fait confiance. Ce qui serait l'essentiel! Alors, c'est gagné pour les prêtres, pour le pouvoir... Pour le bon fonctionnement de l'économie ou du marché! Les mécanismes intérieurs et sociaux de la formation des croyances sont complexes! Nous n'allons pas les analyser ici, nous suggérons seulement qu'ils ont les mêmes effets, les mêmes vertus, qu'il s'agisse de religion ou d'économie et de politique. Si un groupe ou un peuple entier croit fortement à une chose, à un pouvoir, ça devient vrai, au moins un certain

temps! Ainsi la croissance économique est-elle dans notre civilisation un objet de foi collective, non interrogé. Savons-nous si elle est un objet de raison?

Il faudrait commencer au moins par demander: quelle croissance? De quoi, exactement? De tout? Quel tout? Voilà des questions enfantines! Quelles sont les productions utiles qu'il est souhaitable, nécessaire, d'augmenter? Qu'est-ce qui manque réellement? Mais en revanche, quelles sont les choses frivoles ou néfastes, dont il serait sage de diminuer, voire de supprimer à terme la production?

On peut s'apercevoir aujourd'hui, avec la flambée des cours de pétrole, qu'il n'est pas bien raisonnable de continuer à produire des autos grosses consommatrices d'essence, ni de construire des autoroutes, ni d'encourager le tourisme par voie aérienne. L'A380 n'était peut-être pas une bonne idée. Les agriculteurs, de leur côté, pourraient (devraient) être incités à produire moins, mais mieux, en arrosant moins et en consommant moins d'engrais chimiques et de pesticides, etc. Donc, ce ne serait pas un mal si l'industrie chimique avait moins à produire, ainsi que l'industrie pharmaceutique. On déplore à juste titre que les Français consomment trop de pilules pour dormir et trop pour se ragaillardir! Etc. Avec un minimum de recul, qui ne

voit que nous vivons dans un système insensé, paradoxal? Une soudaine meilleure santé se solderait par une décroissance de la production de médicaments, donc une crise de ce secteur! Une aggravation du chômage! Comment sortir de cette logique? Par un peu de sagesse? De simplicité? En visant et en voulant, dans un certain nombre de domaines, des décroissances spécifiques et ailleurs des croissances non moins spécifiques, sans se préoccuper prioritairement du volume du PIB, sans se soucier de savoir si globalement tout de même «la» croissance ne sera pas préservée. Comme si la décroissance, c'était la honte et le malheur assuré! Comme si décroissance rimait uniquement avec décadence!

Remettre en question le présupposé de la croissance, c'est s'engager sur la voie d'une *déconstruction de l'économie*, de son «inconscient», si l'on veut dire, lourd des choix idéologiques ou anthropologiques qu'il renferme. Curieusement, Jacques Derrida, qui a déconstruit tant de savoirs, tant de systèmes, tant d'évidences, n'a jamais à ma connaissance (je n'ai pas lu toute son œuvre) songé à déconstruire le système le plus massif, le plus banalisé, le plus présent, la «science économique» même, telle qu'elle s'exprime journallement (et journalistiquement!) dans des discours lancinants, obsessionnels, au cœur d'une modernité comprise comme indépassable. L'économie est bien en partie une science, porteuse d'une technologie, reconnaissons-le. Ou mieux dit, plus rigoureusement: il existe par tradition, par institution, une approche scientifique contrôlée des phénomènes économiques, avec des techniques de mesure et de calcul. Néanmoins, tout ce qui se pratique et s'énonce sous le couvert de l'économie n'est pas neutre, mais obéit, sans s'en douter, à une vision contestable du monde et de l'humanité, à une représentation singulière, que l'on doit pouvoir critiquer, de la nature et de la culture humaine.

Jean-Paul Sorg

### Groupe de réflexion

Depuis juillet 2002, des personnes actives se réunissent pour réfléchir sur la croissance, la décroissance, le développement durable, la société de consommation, l'environnement, l'avenir de nos enfants et petits-enfants. Elles se penchent sans a priori sur les défis d'aujourd'hui et les enjeux de demain. Elles sont convaincues que promouvoir une vie plus simple et plus frugale, en contraste avec celle proposée par la publicité qui nous envahit et nous pousse à une consommation effrénée, peut contribuer à une vie meilleure et plus de bonheur.

En mars 2007, à l'occasion des élections municipales genevoises, ce groupe de 7 personnes (Andrew Conrford, Pierre Dominicé, Edouard Dommen, Pierre Gauthier, Emilio Luisoni, Lucas Luisoni, Roland Vuataz) a publié un fascicule dans lequel il exprime ses préoccupations. Certains conseils qu'il donne sont faciles à suivre. Nous en énumérons quelques-uns en page 15.

## Il faut renverser les valeurs dominantes

Le débat sur la décroissance n'aboutira à rien s'il se conduit dans le système de références grossièrement binaire où l'on met dans le sac du Mal, le capitalisme, le pouvoir, les patrons, la folie et la croissance, et dans le sac du Bien l'économie non marchande, les citoyens, les gens ordinaires, la sagesse et la décroissance. Ce qui est requis des habitants de la terre, à tous les niveaux et sous toutes les latitudes, c'est un renversement des valeurs dominantes. Je crois que ce changement est possible, qu'il est déjà en marche, et que la fortune actuelle du concept de développement durable en est un indice.

Il est vrai que notre mode de vie s'est développé dans l'illusion d'un monde aux ressources illimitées, et on constate aujourd'hui que les réserves de pétrole disponibles ne suffiront pas à faire tourner tous les moteurs en voie de fabrication. Pour parler en termes financiers, l'humanité consomme le capital de la nature au lieu de vivre sur les intérêts. Ce qui, en bonne logique, doit conduire à la faillite. Cette faillite pourrait prendre la forme d'une troisième guerre mondiale qui ramènerait les effectifs de l'espèce humaine à un nombre compatible avec sa survie à long terme sur la planète ou, au pire, à la disparition pure et simple de cette espèce.

Il est encore vrai que la croissance économique est liée, historiquement, à une croissance quasi parallèle de la consommation des ressources non renouvelables de la planète. La croissance économique en elle-même n'est pas le problème: elle ne fait que traduire une augmentation de la masse monétaire en circulation, à savoir une activité virtuelle ou, si l'on préfère, immatérielle. Le problème réside essentiellement dans l'augmentation de la consommation de ressources non renouvelables. Pour sortir de l'impasse, à supposer que la croissance économique soit un penchant ou un besoin irrésistible de l'humanité, il faudrait trouver le moyen de dissocier cette croissance de celle de la consommation des ressources. Ce qui nous importe, ce n'est pas la décroissance en soi; c'est la décroissance de la consommation des ressources. Entendons «ressources» au sens large de tout ce dont l'humanité a besoin pour survivre, et si possible

pour vivre bien: de la nourriture, de l'énergie, de l'eau, un air respirable, un minimum d'équilibre social, une nature hospitalière.

L'utopie du développement durable se nourrit largement de cette croyance en une possible dissociation de la courbe de la croissance économique d'avec celle de la destruction des ressources non renouvelables. C'était, lors du sommet de la Terre à Rio en 1992, la seule idée capable de recueillir l'assentiment des pays riches et des pays pauvres, baptisés «pays en développement» par les adeptes du langage politiquement correct.

*«Celui qui sait se passer du superflu est le plus proche des dieux».*

Socrate

Serge Latouche a sans doute raison lorsqu'il soupçonne quelque directeur de multinationale de concevoir le développement durable comme une bonne combine pour continuer d'écouler ses produits et d'accumuler ses bénéfices. Mais il a tort d'en tirer argument contre l'idée du développement durable. Il ne suffit pas d'une élection truquée pour condamner la démocratie, ni d'un prêtre pédophile pour condamner la morale chrétienne, ni d'une opération ratée pour condamner la chirurgie. Ce n'est pas parce qu'un directeur de multinationale dit «développement durable» en pensant «poursuite de la croissance» que nous devons abandonner ce concept. Les directeurs de multinationales ne sont pas propriétaires du vocabulaire et ne peuvent pas redéfinir à leur guise un

concept dont le sens et la portée sont consacrés par des accords internationaux.

Certes, il y a du flou dans la définition internationale du développement durable. Mais cette définition exclut quand même, très clairement, que l'humanité continue de se laisser guider par les seules fatalités de la croissance économique. Elle accorde un poids égal à la santé de l'économie, à la justice sociale et à la préservation des ressources naturelles. Elle implique la prise en compte systématique, dans toute décision engageant l'avenir, de ses effets à long terme. Ce n'est pas rien. Et cela n'autorise aucun professeur à prétendre que le développement durable est la poursuite de la croissance sous un autre nom. Au contraire: le développement durable implique une décroissance rapide, urgente, de la consommation des ressources naturelles. Et tant mieux si des politiciens ou des banquiers se croient tenus aujourd'hui de mettre du développement durable dans leurs discours. On ne peut pas exclure a priori qu'ils soient convaincus et sincères. Et s'il y a parmi eux des hypocrites ou des ignorants, rien ne nous interdit de leur expliquer le sens de leurs paroles et de leur montrer les conséquences qu'ils devraient en tirer.

Si l'humanité devait s'en remettre à des chefs d'Etat et à des directeurs de multinationales pour se tirer d'affaire, les perspectives seraient très sombres. Il est vrai que les uns et les autres sont généralement obnubilés par la conduite de leurs affaires à court terme. Mais ces gens-là ne font pas ce qu'ils veulent. Ils doivent s'adapter à l'évolution des marchés ou aux humeurs changeantes de leurs électeurs. Leur action est largement déterminée par les choix des consommateurs et par les valeurs morales auxquelles les citoyens décident de se rattacher. Aujourd'hui, ces consommateurs et ces citoyens – vous et moi – sont en train, dans leur très grande majori-

*suite en page 12*

té, de modifier leur représentation du monde et de leur vie en fonction de la perception, très récente, des limites des ressources de la planète. Depuis peu de temps, ils voient les dangers qui les menacent, et qui menacent surtout leur progéniture. Dans les pays dits développés, l'abandon de la voiture au profit du tram ou du vélo n'est plus considéré comme un indice de régression sociale.

Il n'y a pas de fatalité du système économique et financier. Il y a, au coeur de ce système, des décisions et des actions régies par des désirs, des préférences, des choix personnels. Nous arrivons aux limites d'un monde qui a privilégié des indices de valeur comme l'argent, la vitesse et la réussite individuelle; nous sommes peut-être en train de glisser vers un système de valeurs privilégiant la santé, la durée et l'har-

monie sociale. Nous ne maîtrisons pas le rythme de ce renversement des valeurs dominantes, mais il n'est pas interdit d'espérer qu'il se réalise avant l'éclatement de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale. Et nous savons que nous pouvons tous, à notre niveau, y contribuer par nos choix et par nos actes.

Laurent Rebeaud

## Pour une alternative à l'économie dominante

Les idées de décroissance mettent en avant les tentatives contemporaines de modes de vie alternatifs : moins de gaspillage, sobriété volontaire, diminution de son empreinte écologique, établissement dans des collectifs de vie, généralement en milieu rural. On peut considérer qu'il est relativement facile de mettre en oeuvre l'alternative, de façon progressive, sur le plan des actes individuels quotidiens. Mais ne serait-il pas souhaitable de proposer une réelle alternative à l'économie dominante?

Les raisons en sont assez manifestes: l'économie mondialisée actuelle n'accepte que la loi du profit. Pas question d'une quelconque éthique, et l'on doit se féliciter de payer si peu cher les vêtements produits par des ouvrières chinoises travaillant dans des conditions très similaires à l'esclavage. Pas question non plus d'une contrainte écologique, et l'impact négatif sur le milieu ne fait que croître, alors qu'il est déjà démesurément élevé et menace la pérennité de la vie sur Terre. D'autres causes seraient à citer, mais on supposera l'essentiel connu du lecteur.

Dans ces conditions, il est indispensable et urgent de réfléchir à des possibilités de *ne pas participer* à ce fonctionnement économique fondamentalement négatif. La décroissance individuelle basée sur la sobriété volontaire constitue déjà un premier pas. Mais l'idée est d'aller plus loin, en mettant en place des structures collectives, permettant progressivement à un plus grand nombre de personnes d'accéder à un mode de vie alternatif.

Une piste de réflexion a été explorée voici déjà plusieurs années par François Partant, sous l'appellation de centrale économique, puis d'ASEM (Association pour une alternative socio-économique mondiale). François Partant (1926-1987) fut longtemps banquier dans le tiers monde, avant de se consacrer à la critique du développement et à la recherche d'alternatives. Qu'est-ce qu'une ASEM ? Citons Partant:

*«L'objet de l'ASEM est de réunir toutes les personnes qui souhaitent fonder ensemble une société au sein de laquelle sont exclus les rapports de domination et les relations de pouvoir. Il est de promouvoir des activités productives pour donner aux sociétaires des moyens d'existence, en évitant que n'apparaissent entre eux des contradictions d'intérêts. Il est aussi d'instaurer de nouveaux rapports sociaux et de nouveaux rapports économiques dans le cadre de l'association, qui conserve la propriété légale des moyens de production. A cette fin, l'ASEM effectue des études de faisabilité, acquiert des moyens de production et consent des prêts aux sociétaires pour faciliter leurs investissements productifs» (1).*

Il s'agit donc d'un organe technique, fondé et animé par les collectifs et producteurs intéressés, et favorisant prioritairement les échanges entre ses membres. Il a également un rôle de réflexion et de prévision sur la nature et la quantité de biens à produire, de planification en quelque sorte, décidée collectivement par les gens concernés. Il a enfin un rôle d'aide à l'installation pour de nouveaux sociétaires porteurs de projets, en permettant l'accès à la terre

ou aux outils dont l'ASEM resterait propriétaire, mais dont l'usage serait garanti aux utilisateurs sans limitation de durée. Afin d'être indépendant du système, il ne ferait appel qu'à des financements privés.

Le but est de permettre aux participants de produire et d'échanger en fonction de leurs propres critères, bien différents de ceux de l'économie mondialisée. A plus long terme, il est d'augmenter l'autonomie économique de l'ensemble des participants, voire, idéalement, d'en arriver à cesser toute contribution au système économique dominant.

Sous une forme un peu différente, cette expérience a connu un début de fonctionnement à Madagascar dans les années 1970 à l'initiative de Partant, en se basant sur un mode de fonctionnement démocratique traditionnel, le *fokonolona* (2). Un tel projet peut certes sembler bien théorique et plutôt utopique, mais tenter une première expérience de création d'une ASEM, sous forme par exemple associative, dans une région où un nombre suffisant de structures alternatives existantes ou en projets seraient intéressées, pourrait être d'une grande utilité, notamment en permettant d'estimer concrètement la viabilité d'un tel réseau.

Jean-Marc Luquet

(1) François Partant, *La ligne d'horizon*, Paris, La Découverte, 1988, réédition 2007, page 211

(2) François Partant, *La guérilla économique*, Paris, Seuil, 1976, page 154.

## «Je préfère la notion de développement durable à celle de décroissance»

Une lecture en particulier a conforté la révolte de mes 18 ans contre l'organisation de la société et du monde: «Demain, la décroissance» de Nicholas Georgescu-Roegen, publié en 1979. C'est à cette époque que je me suis intéressé aux thèses du Club de Rome au sujet de la «croissance zéro». C'est dire si l'idée m'est familière qu'il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini.

Si par «décroissance» on entend une réduction tendancielle des prélèvements opérés sur les stocks de matières premières, alors je peux me déclarer d'accord avec cette proposition. Mais je ne peux pas suivre ceux qui estiment cet objectif insuffisant et prônent une réduction du pouvoir d'achat (au moins dans les pays dits «nantis»).

*«N'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire».*

Caton le Censeur, IIe av. J.-C.

J'y vois tout d'abord une impossibilité politique et sociale. J'imagine mal qu'un tel courant de pensée puisse devenir majoritaire au sein des différentes formations politiques et plus encore parmi les dirigeants des entreprises du secteur privé. Un tel changement de paradigme économique reviendrait à concrétiser une sorte de voeu généralisé de pauvreté comparable à celui que forment les moines en entrant au couvent. Dans toutes les sociétés humaines, la vie monastique était réservée à une petite élite d'individus formés durant des années à dépasser leur individualisme et à se détacher des valeurs matérielles. Je ne crois pas les hommes assez sages pour que tous fassent ce choix.

Mais il y a plus grave. Cette vision de la «décroissance», qui se veut fondamentalement critique à l'égard de l'économie dite «capitaliste», tend à faire croire que la «croissance» se mesure à l'ampleur du pillage des ressources et de la destruction de l'environnement. Or l'indicateur fétiche de l'économie qu'est le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'intensité des échanges de biens et de services, ou, pour être plus précis, de la vitesse de circulation de la

monnaie entre les acteurs économiques. Une part prépondérante de la «croissance» est due aux services dont la production consomme nettement moins de matières premières et d'énergie que celle des autres biens. Quant aux biens «matériels», toute entreprise rationnellement gérée va tout faire pour augmenter sa valeur ajoutée, y compris en réduisant le coût – donc le volume – de ses approvisionnements et intrants. Enfin, tout pousse à ce que les prélèvements sur les stocks de ressources toujours plus rares se réduisent au profit des ressources renouvelables et des matières recyclées.

*«On n'est pas privé de ce dont on n'a pas besoin».*

Cicéron

Ainsi, la croissance économique peut – du moins en théorie – être corrélée avec une réduction de la pression exercée sur la nature. On peut résumer un tel développement à l'aide des préceptes suivants:

- croissance fondée surtout sur les échanges de biens «immatériels» (services);
- production de biens plus durables, réparables et recyclables;
- recours accru aux énergies et aux matières premières renouvelables;
- systématisation du recyclage des déchets («économie en cycle fermé»);
- intégration par l'Etat des coûts environnementaux dans le processus de formation des prix («internalisation des coûts externes»);
- répartition plus équitable des richesses et des conditions – objectives et subjectives – du bien-être.

Pour que ces préceptes, qui ne sont rien d'autre que ceux du «développement durable», puissent se réaliser, il faut qu'un certain nombre de conditions soient remplies. D'abord un Etat fort – et donc démocratique – pour fixer et surveiller les règles du jeu. Il est aussi nécessaire que le marché fonctionne bien, empêche l'apparition de monopoles et permette l'émergence de jeunes entreprises susceptibles d'apporter les innovations attendues. Ces innovations ne sont en outre possibles qu'à condition que l'on investisse fortement dans la formation et dans la recherche publique. Enfin, l'objectif d'équité et l'égalité des chances (en particulier entre femmes et hommes) supposent que l'éthique fasse son entrée dans la gestion d'entreprise.

Voilà comment je conçois le «développement durable» et le système de valeurs qui le sous-tend. C'est en même temps un projet politique fort et cohérent, autour duquel il est possible de construire des majorités par delà les traditionnels clivages gauche-droite.

Si je préfère ce concept à celui de «décroissance», je n'exclus pas que, même aux conditions énoncées ci-dessus, la «croissance» ne finisse par s'essouffler. Les programmes pour «relancer la consommation» en «renforçant le pouvoir d'achat des consommateurs» pourraient bien ne plus faire aussi bonne recette qu'aujourd'hui. Il en va de même des slogans tels que «travailler plus pour gagner plus». Même du point de vue de l'économie politique, il existe pour chacun de nous un niveau de consommation à partir duquel l'unité de travail supplémentaire n'est plus compensée par l'utilité du bien qu'elle permet d'acquérir.

Au fond, la prophétie de la «décroissance» se réalisera probablement d'elle-même, alors que si on en fait un programme politique, elle pourrait bien renforcer les dévots d'une

*suite en page 14*

croissance infinie. Une croissance exponentielle pour tous, mais surtout pour certains... A savoir ceux pour qui chaque unité de travail supplémentaire rapporte tellement que le jeu en vaudra toujours la chandelle. Ce sont aussi les mêmes qui se verraient bien affranchis de cet encombrante exigence de «durabilité» et que les querelles entre tenants de la «décroissance» ou du «développement durable» doivent bien amuser.

Quoi qu'il en soit, l'impossibilité d'un prélèvement exponentiel sur un stock limité de ressources est sur

le point d'être démontrée dans les faits. L'évolution des cours des matières premières montre bien comment l'économie va intégrer cette contrainte. L'exemple du pétrole est certainement le meilleur et tout le monde semble admettre que le baril a durablement dépassé la barre des 100 dollars. En 2005, l'économiste Patrick Artus calculait un prix d'équilibre à 380 dollars pour 2010 sur la base des évolutions de l'offre et de la demande (\*). Or ce modèle ne tient pas compte des prédictions de l'Association pour l'étude du pic pétrolier (ASPO) selon les

quelles l'offre mondiale va commencer à décliner dès 2008-2010 au rythme de 2% par an et la réalité pourrait bien dépasser la fiction de Patrick Artus. Finalement, ce sont les mécanismes de «l'économie capitaliste» qui vont concrétiser le concept de «décroissance»... en ce qui concerne la consommation des ressources.

François Marthaler,  
conseiller d'Etat, Les Verts

(\*) Voir [http://blogs.verts-vd.ch/marthaler/files/2007/10/le\\_prix\\_du\\_petrole\\_dans\\_10\\_ans.pdf](http://blogs.verts-vd.ch/marthaler/files/2007/10/le_prix_du_petrole_dans_10_ans.pdf)

## Recouvrer les bénédictions

Commençons ce court article par quelques calculs techniques, pour démontrer que nous sommes des dévoreurs d'énergie. En 2005, les 7,5 millions de Suisses ont consommé, toutes énergies confondues, 890 440 térajoules. Soit environ 90 kilowatts/heures (kWh) par habitant et par jour. C'est, à mon avis, démesuré, disproportionné. Pourquoi?

Un travailleur de force est capable de produire, en 10 heures de travail, une puissance moyenne de 75 watts (W), soit une énergie de 0,75 kWh, avec sa seule force musculaire. En divisant 90 par 0,75, on démontre que l'énergie que chacun de nous consomme en moyenne nécessiterait l'aide de 120 travailleurs de force!

Mais il y a encore plus disproportionné: l'usage de la voiture. Par exemple, une voiture de cylindrée moyenne qui parcourt, sur autoroute, une distance de 100 kilomètres en une heure consomme 6 litres de benzine, soit environ 60 kWh. La puissance consommée est ici de 60 kW, soit  $60/0,075 = 800$  fois la puissance développée par un travailleur de force. On perçoit bien ici le gaspillage énergétique et la disproportion induite par la vitesse, celle des avions, des TGV et des voitures. Notre système n'est pas seulement énergivore: il n'est plus aussi à échelle humaine.

Dans son livre «Energie et Equité»<sup>(1)</sup>, Ivan Illich (1926-2002) a estimé à 25 km/h la vitesse maximale pour garantir une bonne qualité de vie. Il a particulièrement rappelé qu'avant l'introduction de la circulation automobile dans les barrios (quartiers

de Mexico, les enfants pouvaient librement jouer dans les rues et les vieux y déposer leur chaise pour discuter le soir, à la fraîche, avec leurs voisins. Aujourd'hui, le réseau routier et autoroutier des grandes agglomérations dresse même des barrières architecturales infranchissables par les piétons et les cyclistes qui veulent simplement passer d'un quartier à l'autre. Finalement, on n'a plus la possibilité de se déplacer avec ses pieds, il faut nécessairement un moyen motorisé, bus ou voiture. Les pieds sont devenus obsolètes.

«Ne préfère pas le vent à l'eau».

Proverbe siamois

Illich montre aussi que cette perte d'autonomie est aggravée par la tenue d'un discours dépréciatif de la part des chantres du «progrès», du «développement» et de la croissance économique, discours qui présente les pratiques autonomes anciennes comme passéistes, archaïques, contre l'évolution. Et, finalement, ce discours dépréciatif entraîne pour les gens la croyance qu'ils ne peuvent plus se débrouiller seuls, qu'ils ne peuvent plus se passer des institutions scolaires pour apprendre, sanitaires pour être en bonne santé, urbanistiques pour se loger et se déplacer:

«Là, les gens ne peuvent plus se soustraire à l'emploi de moyen de transport. Mais pire encore, l'idée s'installe que, comparé à un monde accessible à pied, ce nouvel environne-

ment est un plus grand bien. Indirectement, c'est un bien d'un genre inférieur qui échoit à un monde où l'on va à pied.»<sup>(2)</sup>

Ainsi décroître, c'est croître en autonomie et en convivialité. Grâce au recouvrement de ce qu'Illich appelle les bénédictions:

«C'est à dessein que j'emploie le terme de *bénédictions* et de *bienfaits* à propos de ce que nous redécouvrons: aller à pied ou à bicyclette au lieu d'être transporté; habiter un espace que nous engendrons nous-mêmes au lieu de réclamer un logement; faire pousser des tomates sur le balcon ou se retrouver dans des bars qui bannissent la radio et la télévision ou souffrir sans thérapie et préférer l'action intransitive de mourir au trépas sous contrôle médical (...) J'essaie de recouvrer les idées de *bénédictions* et de *bienfaits* pour la redécouverte de joies, mais aussi de tristesses que j'ai observées dans les pays riches comme dans les pays pauvres en un temps où s'effondre l'espérance d'obtenir des sécurités et des satisfactions marchandes.»<sup>(3)</sup>

La décroissance par le recouvrement des bénédictions.

Jean-Michel Corajoud  
Cercle des lecteurs d'Ivan Illich  
(Lausanne)

1. Illich Ivan «Energie et Equité», Œuvres complètes, volume 1, Fayard, Paris, 2004
2. Illich Ivan «Dans le Miroir du Passé», Descartes et Cie, Paris, 1994, p.53
3. Illich Ivan, op. cit pp 39-40

## Comment accompagner le changement?

Quelques initiatives et actions recommandées par le groupe de travail dont nous parlons à la page 10:

- Privilégions les énergies renouvelables en solutions individuelles et collectives.
- Privilégions les commerces de proximité, les producteurs et artisans locaux, les produits du terroir, cultivés biologiquement dans le respect de l'environnement.
- Refusons l'emballage excessif, son prix, son faux confort et son coût écologique.
- Engageons-nous dans des échanges non commerciaux: de produits, de services, de compétences, de connaissances. Partageons notre temps, investissons dans les relations, consommons moins et mieux.
- Ralentissons pour être plus économes, plus efficaces et plus sereins.
- Soyons solidaires autant de ceux qui sont proches de nous que de ceux qui sont loin. Développons les réseaux d'entraide.
- Allons d'abord à pied, à vélo, en bus, en tram ou en train avant de prendre la voiture. Demandons la gratuité du transport des vélos dans les trains.
- Encourageons une police de proximité qui assure la sécurité de tous et privilégie la prévention plutôt que la répression.
- Evitons tous les gaspillages. Améliorons encore la gestion de nos déchets. Réduisons-les.

## Notes de lecture

### Anti-cancer

#### Prévenir et lutter grâce à nos défenses naturelles

De David Servan Schreiber, Robert Laffont, 2007

Lorsqu'un médecin témoigne de son vécu en tant que patient et que le diagnostic dévoile un cancer cérébral alors qu'il a 30 ans, cela ne peut que nous interpeller. Son premier livre, *Guérir* (2003), il l'a écrit, sur le conseil d'un ami, pour exorciser son angoisse lors d'une récurrence.

Il découvre qu'il n'a pas tenu compte des exigences de son être: corps, esprit, hygiène de vie, alimentation. Changer sa façon de vivre d'homme stressé, c'est ce parcours dont il nous

parle dans ce deuxième ouvrage. S'appuyant sur des recherches diverses, il décrit la détérioration de nos pratiques alimentaires depuis une cinquantaine d'années: nourritures traitées, eau et sol pollués, abandon de l'élevage traditionnel pour obtenir un rendement maximum. Il parle également des dernières recherches scientifiques sur le mécanisme de nos cellules, capables de lutter contre les hôtes indésirables. Il n'oublie pas les expériences positives de nombreux patients qui, comme

lui, ont pu affronter la maladie.

Pour terminer, ces quelques lignes relevées à la dernière page: «...*Je ne regretterai jamais d'avoir vécu comme je vis aujourd'hui, parce que la santé et le surcroît de conscience que cette mutation intime a fait entrer dans ma vie lui donnent une bien plus grande valeur à mes yeux*». Enfin, ce conseil d'Hippocrate: «*Que ton alimentation soit ton traitement, et ton traitement ton alimentation*».

Susanne Gerber



### L'Evêque de Cyrène

De Michel Buenzod, Editions Le Temps des Cerises, Paris, 2008

Le nouveau roman de Michel Buenzod plonge le lecteur dans les premiers temps de l'ère chrétienne. Intitulé *L'Evêque de Cyrène*, l'auteur nous transporte dans la Pentapole qui est l'actuelle Libye. La ville de Cyrène en était le centre. On y fait la connaissance de Synésios qu'on va suivre tout au long des pages. C'est par lui que surgissent les mœurs, les conditions de vie, les querelles d'une époque qui quittait la puissance des dieux antiques pour entrer dans celle d'une théocratie encore instable.

Synésios est passionné de philosophie et lorsqu'il se rend à l'université d'Alexandrie il a pour professeur la célèbre Hypatie, référence philosophique pour toute l'élite de son temps. Synésios rédige un *Eloge à la*

*calvitie* par lequel il soulève «quelques vagues dans les cercles littéraires de la Pentapole et d'Alexandrie». Sa culture et sa force de caractère en font un ambassadeur. Il se marie et sa femme lui donne trois fils. Le voilà choisi pour assumer la charge d'évêque de Cyrène. Un poste honorifique, certes, mais un poste qui exige la séparation de sa famille. Quitter femme et enfants lui semble impossible. Il tente désespérément d'échapper à cette charge mais il est contraint de se soumettre.

On assiste aux propositions de compromis qui lui sont offertes. On découvre également les luttes internes de l'Eglise entre les modérés et les fanatiques toujours prêts à en découdre avec ceux qu'on appelle: les

païens. Ils n'ont pas renoncé à leurs croyances anciennes pour rallier le christianisme. Avec cette matière historique très dense, le grand mérite de Michel Buenzod est d'embarquer le lecteur dans une série d'événements pleins d'intrigues. En dehors de l'aspect religieux l'auteur fait une étude de l'organisation politique des villes et des communautés. Il connaît les termes exacts, souvent inconnus du lecteur mais qui sont expliqués dans un glossaire clair et simple. Voici un livre qui rend intelligent et éclaire les racines de notre culture judéo-chrétienne. J'en rappelle le titre: *L'Evêque de Cyrène*.

Mousse Boulanger



**La paix à l'école**

C'est un Palestinien, Ibrahim Issa, qui, à Bethléem, dirige la *Hope flowerschool* créée en 1984 par son père. Cet activiste non-violent, né dans un camp de réfugiés, rêvait de bâtir une nouvelle génération de Palestiniens et d'Israéliens qui croient à la paix et à la coexistence. Son fils a repris l'école. Au programme: l'hébreu, la culture israélienne et les autres cultures. Les cours de religion sont interconfessionnels et tous les élèves y participent. Cette école est enregistrée auprès de l'Autorité palestinienne qui l'a agréée mais ne la finance pas. Les relations avec Israël sont plus complexes et moins agréables mais notre but, dit I. Issa, est que les élèves arrivent à voir les similitudes entre leurs religions respectives et apprennent à valoriser et respecter leurs différences.

D'après *Le Courrier*, mars 2008

**Il n'y a qu'à se baisser**

En France, dans la région grenobloise, Marie-Christine, technicienne de laboratoire depuis 15 ans, s'est lancée dans une activité de maraîchage. Son terrain, de 8000 m<sup>2</sup>, est dédié à l'autocueillette estivale et offre petits fruits rouges et légumes variés, poussés dans le respect de l'environnement. Moins de main-d'œuvre et plus de contact de proximité font que ce système a le vent en poupe et tend à s'étendre.

D'après *Age de faire*, septembre 2007

**Revitalisation**

Actuellement, en Valais, des bénévoles créent une haie d'un kilomètre et demi.

On veut en effet revitaliser la plaine du Rhône et, pour cela, planter arbrissaux et arbustes qui rompent la monotonie due aux cultures intensives de cette région. Bon début à encourager.

**Nos amies les plantes**

Une société française, *Phytoystore*, assure la dépollution écologique par les plantes. Elle conçoit des jardins filtrants où poussent des végétaux combinés à des micro-organismes et à des substrats adaptés à la nature de la pollution. La Chine, très intéressée (on le comprend), teste ce procédé à Wuhan, près du Yangtze.

D'après *Nouvelles Clés*, avril-mai 2008

**Dialogue**

Dans son édition du 5 avril, le journal *Le Courrier* poursuit «L'Année du dialogue» entre sa rédaction et son lectorat. Les lecteurs réclament «un espace d'espoir dans un quotidien plutôt sombre». «*Parlez-nous de ce qui marche*», écrit une éducatrice. D'autres échos vont dans ce sens: «*apportez les bonnes nouvelles, celles qui relèvent de ces actions positives qui façonnent le monde ou, du moins, donnez-nous des informations porteuses de solutions*». (J.-Cl. Guillebaud). – La rédactrice de nos bonnes nouvelles ne peut évidemment que s'en réjouir.

**Au pied du mur de séparation**

... Les Israéliens, eux, n'ont pas gagné la paix. Certains Palestiniens préconisent le choix de la résistance non violente. Du côté des initiatives, citons l'exemple du village palestinien de Bil'in où a lieu chaque semaine une manifestation non vio-

lente au pied du mur de séparation. Grâce à leur action, ils ont obtenu une modification du tracé du mur de la Cour suprême israélienne qui permettra de récupérer une partie des terres de ce village morcelé. Tout un symbole...

Jean-Marie Muller, philosophe, écrivain et pacifiste, interviewé par *La Vie protestante*

**Problèmes de femme**

A l'initiative de sa commission «Femmes migrantes», la Communauté neuchâteloise pour l'intégration des étrangers a organisé une journée d'information et de dialogue consacrée à des thématiques hélas d'actualité: la violence conjugale, le mariage forcé et les mutilations génitales féminines (excisions). Interventions précises, débats nourris: la rencontre a été enrichissante. Nous aurons l'occasion de revenir sur certains thèmes (violence conjugale et excisions) dans le cadre de notre forum sur la maltraitance.

**A méditer**

«*L'humanité a besoin d'informations mobilisatrices qui éveillent notre conscience et donnent envie de s'engager pour des causes nobles*».

Julie Dépery

*N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.*

Merci!

**Libre expression de nos lecteurs**

Au cours de ces derniers mois, nous avons reçu plusieurs contributions intéressantes de nos lecteurs. La place nous a malheureusement manqué pour les publier. Profitant du fait que ce numéro consacré à la décroissance contienne 16 pages (par souci de cohérence et respect des auteurs, nous avons renoncé à raccourcir les textes reçus), le comité rédactionnel a décidé que le suivant, à

titre compensatoire, serait limité à 8 pages et qu'il ne contiendrait exceptionnellement pas de forum. A la place, des articles variés, des témoignages, des cris du cœur. Il reste encore un peu de place pour vous exprimer. N'hésitez pas: L'Essor est votre journal. Les autres forum prévus cette année sont maintenus:

Thème du forum	Délai rédactionnel
Maltraitances	15 juillet
La civilisation de l'image	15 septembre
Le racisme	15 novembre

**L'essor**

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Équipe de rédaction  
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Delia Mamon, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Agnès Zawodnik.

Administration et retours  
*L'Essor* – Abonnements  
Tunnels 16  
2300 La Chaux-de-Fonds  
ou par courriel : info@journal-lessor.ch

Rédacteur responsable  
Rémy Cosandey  
Léopold-Robert 53 - 2300 La Chaux-de-Fonds  
032/913 38 08; cosandeyremy@hispeed.ch

Abonnement annuel : Fr. 36.- (20 euros)  
CCP-12-2620-0 Genève

Composition et impression  
Société coopérative du Journal  
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

**L'essor** - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 15 mai 2008  
prochain forum : Libre expression de nos lecteurs